

PRÉFECTURE DU GARD

Direction des relations avec les collectivités  
locales et de l'environnement

Bureau de l'environnement

Affaire suivie par : Mme PIERS  
Tél. 04.66.36.43.06 - Télécopie 04.66.36.40.64.

NIMES, le 1er juillet 2004

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N°04.127N**

complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 03.032N du 6 mars 2003 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la **société EXPANSIA à ARAMON** pour l'exploitation de l'usine de fabrication de produits chimiques.

LE PREFET DU GARD,  
Chevalier de la légion d'honneur,

VU le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le titre IV du livre V du code de l'environnement relatif aux déchets ;

VU le titre 1<sup>er</sup> du livre II du code de l'environnement ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié déterminant la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, modifié, pris pour l'application du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux Installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 94.609 du 13 juillet 1994, relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;

VU l'arrêté préfectoral n° 72.106 N du 20 juillet 1972 autorisant initialement la société EXPANSIA à exploiter une usine de fabrication de produits chimiques qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'ARAMON ;

VU les arrêtés et récépissés préfectoraux pris ultérieurement et notamment l'arrêté préfectoral n° 97.045 N du 31 octobre 1997 qui a réglementé l'exploitation de l'établissement d'ARAMON jusqu'à l'arrêté préfectoral n° 03.032N du 6 mars 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.032N du 6 mars 2003 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société EXPANSIA pour l'exploitation de l'usine de fabrication de produits chimiques ;

VU la lettre en date du 25 mai 2004 de l'exploitant qui sollicite la rectification de son arrêté d'autorisation pour qu'il apparaisse qu'il est autorisé à stocker et à utiliser 4 tonnes de brome ;

Vu l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 15 juin 2004 ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation du brome par l'exploitant était autorisée dans les installations par l'arrêté préfectoral de 1997 précité, que ce produit classé sous la rubrique 1111-2b est pris en compte par l'étude des dangers des installations pour une quantité de 16 tonnes et que l'exploitant a réduit la quantité de ce produit présente dans l'établissement à 4 tonnes ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de rectifier à l'article I.4 de l'autorisation la quantité de produits classés sous la rubrique 1111-2b admise dans les installations ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## ARRETE :

**ARTICLE 1.** A l'article I.4 de l'arrêté préfectoral n° 03.032N du 6 mars 2003 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la **société EXPANSIA** pour l'exploitation de l'usine de fabrication de produits chimiques à **ARAMON**, la quantité de substances et préparations liquides classées sous la rubrique 1111-2b de 1.95 tonnes est annulée et remplacée par la quantité de 5.95 tonnes.

### ARTICLE 2.- RECOURS.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement.

### ARTICLE 3.- AFFICHAGE ET COMMUNICATION DES CONDITIONS D'AUTORISATION.

En vue de l'information des tiers une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie d'Aramon et pourra y être consultée.

### ARTICLE 4.- COPIES.

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région Languedoc-Roussillon, inspecteur des installations classées et le maire d'Aramon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

**Le préfet,**  
**Pour le Préfet,**  
**Le Secrétaire Général,**

**Raymond CERVELLE**

**Recours :** La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.